

Didier Billion*

LES DYNAMIQUES POLITIQUES INTERNES DE LA TURQUIE

Au mois de juin 2011, les électeurs turcs se rendaient aux urnes pour participer aux 17^{es} élections législatives organisées depuis la Seconde Guerre mondiale et pour la troisième fois consécutive ils reconduisaient le Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir, avec un score affleurant les 50 % de suffrages exprimés.

Ce pays, souvent critiqué pour ses entorses aux principes démocratiques, a en réalité initié sa transition démocratique dès 1945 avec la reconnaissance du multipartisme, et surtout en 1950 avec une première alternance de la majorité parlementaire. Depuis lors les régressions politiques ont certes été nombreuses – notamment marquées par la récurrence de l’irruption de l’institution militaire dans le champ politique – mais s’inscrivant au total dans un processus de renforcement des principes démocratiques et républicains. Au cours des dernières années, il est ainsi remarquable que les turbulences politiques aient finalement été surmontées dans le cadre d’un Etat de droit et grâce à des institutions qui fonctionnent.

Cet article se concentre sur l’état actuel des dynamiques politiques intérieures de la Turquie, son format réduit ne permettant pas d’aborder les problématiques liées à sa politique extérieure.

1 – Les évolutions politiques récentes

Un réel processus de démocratisation

Un des faits marquants de la vie politique turque est l’incontestable élargissement du champ des libertés individuelles et collectives de 1999 à 2005. La raison principale qui préside à ce processus est la perspective,

* Directeur des publications de l’IRIS, rédacteur en chef de *La Revue internationale et stratégique*.

ouverte en 1999, d'intégrer l'Union européenne (UE) par l'accession au statut de candidat. Dès lors, neuf paquets de réforme¹ ont été adoptés à un rythme soutenu pour se hisser au niveau requis par les critères de Copenhague.

Ce qui mérite aussi d'être souligné, c'est l'affirmation d'une société civile volontaire et dynamique : multiplication d'organisations non gouvernementales qui se créent sur des sujets extrêmement divers ; diversification des médias, même si une lutte sourde oppose des groupes de presse aux prétentions monopolistiques ; classe entrepreneuriale industrielle... Cette évolution socio-politique est d'autant plus remarquable que depuis la création de la République en 1923, l'impulsion de la modernisation provenait quasi exclusivement de l'appareil d'Etat. Nous ne sommes plus aujourd'hui dans cette configuration : les profondes transformations sociologiques et la vitalité de la société turque sont désormais des éléments déterminants des avancées du pays.

Alors que des efforts notoires et une forte mobilisation s'étaient manifestés pour qu'enfin les pourparlers d'adhésion avec l'UE s'ouvrent le 3 octobre 2005, c'est paradoxalement après cette date que l'euro-scepticisme va s'affirmer. Alors que toutes les études et les sondages donnaient jusqu'en 2005 environ 70 % d'opinions favorables à la perspective de l'entrée de la Turquie au sein de l'UE, c'est désormais un peu moins de 50 % qui donnent une réponse positive à la même question. C'est la lenteur desdits pourparlers – en presque sept ans, seulement treize des trente-cinq chapitres de négociations ont été ouverts et un seul refermé – et surtout l'acharnement de certains Etats membres à refuser la perspective d'une intégration pleine et entière, qui suscitent désarroi et amertume. C'est donc au moment où la Turquie est euro-compatible qu'elle tend à devenir euro-sceptique.²

Une polarisation des tensions et un climat liberticide

On peut en préalable formuler une observation : la grille de lecture régulièrement présentée qui consiste à opposer les partisans de la laïcité à ceux qui voudraient prétendument la réduire ne nous apparaît guère convaincante. C'est en réalité l'émergence de nouvelles élites s'affirmant dans les champs économique, politique et culturel et qui, *de facto*, s'opposent aux élites kémalistes traditionnelles dominant la République depuis sa création, qu'il faut prendre en compte pour saisir les dynamiques actuelles en Turquie. Il apparaît légitime qu'une importante partie des citoyens turcs reste attachée aux valeurs et aux modes de vie façonnés par la construction républicaine, mais il est *a contrario* erronée de considérer que l'AKP possède un « agenda caché » qui, à terme, viserait à imposer la *charia*.

Toutefois, si ces éléments vont finalement dans le sens d'une normalisation de la société turque, les récents infléchissements politiques de l'AKP ne manquent pas de préoccuper. En effet le gouvernement, comme grisé par ses succès, connaît un glissement autoritaire. Au niveau politique tout d'abord, la politisation de l'institution judiciaire et la façon dont de nombreux magistrats nommés par le parti au pouvoir à des postes de responsabilité judiciaire font preuve d'un zèle suspect à l'encontre de la hiérarchie militaire ; l'arrestation de journalistes au dessus de tout soupçon dans le cadre du procès *Ergenekon* ; la multiplication des arrestations – près de 7000 – et des procès à l'encontre de journalistes, universitaires et élus politiques, soupçonnés d'être des soutiens du KCK (Union des communautés du Kurdistan), considéré comme la branche urbaine du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui mène pour sa part la lutte armée contre l'Etat. Au niveau social ensuite, les thèmes moralisateur et conservateur développés par le pouvoir comme l'assouplissement de la législation sur la détention et le port d'armes pour les mineurs, la disposition réglementant la consommation d'alcool dans certains lieux pour les moins de 24 ans ou encore les tentatives récentes de restreindre la liberté de l'avortement, constituent autant d'indices du danger que court le processus de démocratisation qui a été initié au début du millénaire.

Un affaiblissement du rôle politique de l'armée

Il serait fastidieux de retracer les multiples rebondissements qui ont ponctué l'affaire dite *Ergenekon*³ ; tentons plus prosaïquement d'en présenter les principaux enjeux. Ce procès est en fait celui de ce que l'on appelle en Turquie l'« Etat profond », c'est à dire un réseau clandestin implanté dans les tréfonds de l'appareil d'Etat et qui tente de résister au processus de démocratisation et à la sortie de l'idéologie de sécurité nationale qui persistait depuis le coup d'Etat de septembre 1980. Ce réseau est notamment composé d'une partie de l'extrême-droite nationaliste, de kéralistes radicaux, de membres des services secrets, de chefs mafieux mais aussi, et surtout, de militaires putschistes.

Depuis juin 2007, c'est-à-dire depuis la mise à jour d'une opération anti-terroriste qui a fait apparaître au grand jour l'existence d'*Ergenekon*, l'institution militaire ne cesse ainsi d'être soumise à des offensives judiciaires et médiatiques qui entament progressivement sa position au sein du système politique turc. Le procès examine en réalité une multitude de faits, que l'on peut ramener à deux dossiers distincts : le premier concerne le réseau *Ergenekon* lui-même, le deuxième, des personnalités, notamment militaires, ayant élaboré des projets visant à renverser le gouvernement démocratiquement élu. Ainsi, au-delà même de l'affaire *Ergenekon stricto sensu*, de nombreuses actions judiciaires sont menées impliquant

directement l'armée : instructions concernant des tentatives de coups d'État, découvertes de caches d'armes, révélations sur des manipulations destinées à discréditer le gouvernement de l'AKP, se succèdent à une surprenante cadence. Une partie de la presse a servi de caisse de résonance, quand elle n'a pas été elle-même à l'initiative de ce processus.

Au-delà des faits, gravissimes, l'important est que pour la première fois dans l'histoire républicaine de la Turquie, des officiers supérieurs, dont d'anciens généraux qui occupaient des places de premier rang en 2003, mais aussi d'autres toujours en activité, ont été arrêtés, interrogés et inculpés. 10 % des généraux turcs sont ainsi l'objet de telles procédures...

L'une des leçons de ces événements est que l'institution militaire est de moins en moins un corps en situation de s'opposer aux exigences de la société civile, d'autant que ce sont des fuites militaires internes qui ont dévoilé les différents scandales qui aujourd'hui réduisent considérablement le prestige de l'institution. Une partie de l'état-major a parfaitement saisi qu'une quelconque action de l'institution contre le gouvernement n'aurait ni légitimité ni soutien. C'est pourquoi certains officiers supérieurs considèrent qu'il vaut mieux éradiquer les éléments factieux pour mieux tenter de maintenir l'essentiel de l'institution.

En tendance, on peut donc considérer que les équilibres politiques et les rapports de force sont en train de se modifier en profondeur. Ce que vit la Turquie est la sortie d'une situation de mainmise de l'armée sur la société, ce qui constitue une évolution potentielle radicale de la vie politique turque.

2 – Brève cartographie des forces politiques parlementaires en présence

Un parti majoritaire fortement enraciné

Comme nous l'avons déjà évoqué, l'AKP n'a pas les mêmes racines sociales et politiques que les élites politiques kémalistes. Se pose alors la question de la caractérisation politique de ce parti qui domine la vie politique turque depuis 2002 : créé sur les cendres d'une formation islamiste interdite, s'agit-il d'un parti islamiste, islamiste modéré, musulman conservateur, islamo-démocrate, islamique ou autre ?

En tout état de cause, les aspirations de l'AKP sont démocratiques au niveau politique, conservatrices aux niveaux social et culturel, libérales au niveau économique. Au niveau politique, il reconnaît ainsi clairement la supériorité du système parlementaire. L'AKP est l'expression politique de l'émergence d'une nouvelle classe entrepreneuriale industrielle et dynamique, les « Tigres anatoliens », dont les intérêts économiques deviennent antinomiques avec ceux de la bourgeoisie turque classique.

D'un point de vue partisan, les représentants politiques de cette nouvelle classe étaient jusqu'alors les partis de centre droit classiques. Cependant, ces partis, représentés au gouvernement à de très nombreuses reprises entre 1983 et 2002, ont graduellement perdu leur capacité de mobilisation et d'organisation. Les résultats des élections législatives de 2002, 2007 et 2011, montrent sans ambiguïté que l'AKP est l'incontestable vainqueur de la lutte pour devenir, à ce stade, le représentant politique de cette classe émergente. La carrière économique et/ou politique d'une partie significative des élites de l'AKP a d'ailleurs été déterminée par son exclusion des sphères économique et politique par les élites républicaines consacrées et a suscité leur soif d'ascension – voire de revanche – sociale.

Le profil dominant qui émerge de cet ensemble de paramètres est celui qui rappelle le conservatisme populaire aux États-Unis au sein desquels la religion est plutôt perçue comme un corps de préceptes moraux et non comme la manifestation concrète d'un dogme. Ainsi, par exemple, le conservatisme étatsunien accorde une valeur supérieure à l'esprit et à la liberté d'entreprise et considère que l'organisation de la solidarité sociale par l'État encourage la paresse et la dépendance. Type de valeurs dans lesquelles se reconnaît une partie importante des cadres, de la base et de l'électorat de l'AKP.

Cette approche, interprétant les valeurs de la religion comme des valeurs sociales guidant le comportement quotidien, très attachée à la liberté de conscience, est en réalité beaucoup plus proche des conceptions de l'AKP, que celle de la démocratie-chrétienne ouest-européenne. Le projet de l'AKP représente, en ce sens, une phase de modernisation conservatrice des traditions de l'islam turc, intégrée au processus de sécularisation. Ainsi, l'AKP s'est aussi construit sur le double objectif de l'adhésion à l'UE et de la démocratisation de la société turque, dossiers qui, il est vrai, comme noté précédemment, peinent depuis quelque temps à retrouver le premier plan sur l'agenda politique. En ce sens, si l'AKP modifiait radicalement ces deux postulats et remettait en cause les orientations fondamentales qui lui ont permis de devenir le parti pivot de la scène politique turque, il se couperait d'une part non négligeable de son électorat.

Des partis d'opposition parlementaire à la peine

Un des paradoxes de la situation de la Turquie réside dans l'inconsistance actuelle des partis d'opposition. Le principal d'entre eux, le Parti républicain du peuple (CHP), ne parvient pas à formuler des propositions alternatives et se contente d'une opposition systématique et peu efficace.

Le CHP, parti historique s'il en fût, puisque fondé par Mustafa Kemal

Atatürk, constitue le principal parti d'opposition. Représentant traditionnel des élites républicaines du pays, il est marqué par un fort tropisme souverainiste et est longtemps resté figé dans un kémalisme fossilisé. Formellement membre de l'Internationale socialiste, il a tenté sa mue social-démocrate au cours de la décennie soixante-dix du précédent siècle, mais les conséquences du coup d'Etat de septembre 1980 ont marqué un coup d'arrêt à cette entreprise. Par delà les vicissitudes politiques, ce parti semblait depuis lors arc-bouté sur des certitudes qui l'empêchaient de saisir les profonds bouleversements de la société turque, défauts amplifiés par le peu de démocratie interne qui a longtemps prévalu. Le nouveau secrétaire général, Kemal Kiliçdaroglu, outre la réputation de probité dont il jouit, tente par petites touches de faire évoluer le parti et le sortir de l'image sectaire qui le marquait. Porteur d'un ton plus social que son prédécesseur, il semble en outre vouloir se démarquer d'un laïcisme obtus en promouvant la réflexion sur ce dossier lancinant ainsi que sur la question kurde.

Ces évolutions en pointillés ne semblent *a contrario* pas toucher le deuxième parti de l'opposition, le Parti d'action nationaliste (MHP) dirigé par Devlet Bahçeli. Héritier de l'extrême-droite pantouranienne et panturquiste, ce parti n'est plus seulement l'expression partisane des commandos qui ont ensanglanté la Turquie dans les années 1970 sous le nom des « Loups gris » ; il représente désormais une sensibilité anti-européenne propre à la droite radicale, certes minoritaire mais néanmoins ancrée en Turquie. Son discours permanent sur la patrie en danger, sur l'affaïssement des valeurs nationales, son opposition frontale aux revendications nationalistes kurdes s'accompagnent en outre de références à l'identité religieuse. Cette « synthèse turco-islamique » rend l'électorat du parti perméable aux thèses de l'AKP qui insiste pour sa part fréquemment sur la dimension nationaliste de sa politique.

Le Parti de la paix et de la démocratie (BDP) qui déclare représenter les revendications nationalistes kurdes est le septième avatar de cette sensibilité, les six précédents ayant été successivement dissous. Ses bastions électoraux se concentrant dans certaines circonscriptions du sud-est anatolien, il présente des candidats indépendants pour contourner la loi sur le barrage des 10 %⁴. Cette tactique lui a permis d'obtenir l'élection de 36 députés et de créer ainsi un groupe parlementaire. Possédant une incontestable audience dans la région de peuplement kurde, il est fréquemment accusé d'être en réalité la vitrine légale du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre l'Etat turc depuis août 1984, conflit qui a fait probablement près de 45 000 morts.

3 – De quelques défis de la société turque

Des inégalités persistantes malgré d'impressionnants résultats économiques

La Turquie est aujourd'hui une puissance économique de premier plan. Relativement épargnée par la crise, son économie a connu des taux de croissance record, le plus élevé des pays de l'OCDE, avec 9 % en 2010 et 8,5 % en 2011. Ce dynamisme lui a permis de devenir la quinzième économie mondiale, ce qui justifie entre autres sa place au G20. Si l'intégration de la Turquie à l'Union douanière en 1996 a permis l'essor de son commerce extérieur avec ses partenaires européens, la tendance qui s'affirme est la recherche de nouveaux marchés – moyen-orientaux et africains notamment – afin d'écouler sa production et soutenir sa croissance.

Malgré ces bons résultats, il faut souligner d'importantes disparités régionales que masquent les indicateurs généraux comme le PIB, le montant des investissements directs étrangers (IDE), le bas niveau de l'inflation ou le taux de croissance. Les écarts de développement continuent d'accréditer la thèse de l'existence de « deux Turquies » : celle de l'Ouest abritant le poumon économique et la métropole stambouliote, qui contribue à hauteur de 27 % au PIB national, ainsi que les centres économiques d'Izmir et d'Ankara ; celle de l'Est souffrant toujours de l'état de guerre civile larvée, frein récurrent au développement de la région et à la construction d'infrastructures nécessaires pour y améliorer la qualité de vie et attirer les investisseurs. Le GAP (*Güneydoğu Anadolu Projesi* – Projet d'Anatolie du Sud-Est), vaste plan d'aménagement de la région du sud-est lancé à la fin des années 1970, constitue pour sa part une bonne illustration de ces difficultés. L'achèvement des travaux, prévu en 2012, est toujours incertain. Mais si la situation économique de la partie orientale du pays peine à s'améliorer, il faut aussi prendre en compte la dimension politique.

La lancinante question kurde

La persistance des affrontements armés entre le pouvoir central et le PKK continue d'écarter toute possibilité de développement et de stabilisation. Bien que le PKK ait abandonné toute revendication indépendantiste, la situation politique et militaire reste tendue, une partie de la population kurde maintenant ses revendications auprès d'un pouvoir central en proie aux pressions de l'électorat nationaliste et toujours marqué par le spectre d'une partition territoriale.

Bien que l'identité kurde commence à être reconnue et l'extension des droits culturels plus effective, notamment grâce aux réformes initiées par l'AKP il y a quelques années dans la perspective de l'adhésion à l'UE, bon

nombre de Kurdes se considèrent encore comme des citoyens de seconde zone. Certaines avancées à portée symbolique ont eu lieu, avec par exemple la création d'une chaîne publique – TRT6 – diffusant en langue kurde en janvier 2009. Les élections municipales du mois de mars 2009 ont d'ailleurs été l'occasion pour l'AKP de montrer sa volonté de séduire l'électorat kurde, sans toutefois de réel succès dans la région malgré une campagne aux forts accents démagogiques. Cet échec n'a pas empêché le gouvernement de lancer à l'automne 2009 une politique de réformes baptisée « ouverture kurde ». Ce nouveau train de réformes n'a toutefois pas survécu à la dissolution du DTP – parti représentant les intérêts des nationalistes kurdes à l'époque, remplacé depuis par le BDP – prononcée en décembre 2009 par la Cour constitutionnelle.

Cette situation confirme que la question kurde reste le défi politique principal en Turquie. L'incontestable succès du BDP aux dernières élections législatives, avec 36 députés élus, indique la sensibilité de cette question sur la scène politique. Le parti kurdiste doit pouvoir prouver son efficacité parlementaire et municipal, ce qui permettrait de délégitimer le recours à la lutte armée.

Mais des déclarations et initiatives portées par des personnalités et des organisations kurdes ne manquent pas d'inquiéter le pouvoir. Ainsi, la revendication de « l'autonomie du peuple kurde » ou celle d'un référendum sur l'indépendance, indiquent la radicalité de la rupture en passe de s'installer entre certaines composantes du mouvement kurde et l'Etat central. Ce dernier est alors au défi de mettre en œuvre une solution politique et de ne pas céder à l'illusion du tout militaire.

L'Union européenne : une perspective de plus en plus lointaine ?

Les nombreuses critiques des gouvernements européens ont mis à mal l'enthousiasme des Turcs qui sont de plus en plus nombreux à se montrer dubitatifs quant aux bienfaits potentiels de l'adhésion. L'eurosepticisme turc et le turcoscepticisme européen s'alimentant mutuellement, le projet d'intégrer l'UE n'est donc désormais plus au premier plan de l'agenda politique de l'AKP, même si le parti gouvernemental continue d'affirmer en public son attachement à cette perspective. Sans que le divorce soit prononcé, force est de constater que le processus d'adhésion est au point mort, et aucun nouveau chapitre de négociation n'a été ouvert depuis juillet 2010. Le dernier rapport de suivi rédigé par la Commission européenne au mois de novembre 2011, a soufflé le froid et le chaud, ne ménageant pas ses critiques. Le document souligne toutefois le rôle constructif de facilitateur joué par la Turquie au Moyen-Orient et les progrès significatifs réalisés dans plusieurs domaines comme l'environnement.

S'il ne faut pas sous-estimer l'opiniâtreté des Turcs et la place prise par l'idée d'adhésion à l'UE au sein de l'identité collective du pays, toute avancée demeure conditionnée par la levée des nombreux blocages maintenus par les Etats membres – souvent pour des raisons électoralistes. Le gel de huit chapitres, prononcé en décembre 2006 à la suite du refus d'Ankara d'ouvrir ses ports et aéroports aux navires et avions chypriotes-grecs, constitue un fort obstacle aux négociations. L'intégration de la République de Chypre – en réalité la seule partie chypriote grecque – paralyse l'UE qui est désormais juge et partie. Depuis le plan de réunification de l'île soumis à referendum par Kofi Annan en 2004, refusé par les Chypriotes grecs et accepté par les Chypriotes turcs, aucune piste sérieuse de résolution n'a véritablement émergé. Il faut ajouter à cela l'attitude de la France sous la présidence de Nicolas Sarkozy, qui s'est opposée à l'ouverture de tout chapitre qui « préjugerait de l'adhésion »⁵. François Hollande semble pour sa part favorable à une normalisation des relations entre les deux pays mais n'a, à ce jour, pris aucune initiative concrète pour aller en ce sens.

*

Ces quelques éléments indiquent que la Turquie possède d'incontestables atouts pour continuer à s'affirmer dans la région méditerranéenne et au Moyen-Orient comme une puissance de premier plan. Ces atouts sont le produit d'une longue histoire et, en ce sens, ne sont guère reproductibles dans les pays du monde arabe qui, depuis près de deux ans, connaissent une véritable onde de choc, mais ne possèdent pas encore d'expérience démocratique. C'est pourquoi le terme de « modèle turc » est souvent employé à tort et à travers. En outre, le formidable potentiel que recèle la Turquie ne doit pas être entravé par de vieux démons autoritaires qui semblent réapparaître ces dernières années.

Notes :

¹ L'expression « paquet de réformes » est utilisée pour désigner un projet de loi contenant plusieurs amendements à différentes lois ou codes, approuvés ou rejetés, en une seule lecture, par le Parlement.

² Voir à ce propos Ali Kazancigil, « Les nouvelles dynamiques politiques et sociologiques de la Turquie sont-elles euro-compatibles », *Note de l'Institut du Bosphore*, n°06, 15 mars 2011.

³ *Ergenekon* est le nom d'une vallée mythique centrasiatique qui serait le lieu d'origine des tribus turques et traditionnellement exaltée par l'extrême-droite panturquiste.

⁴ En Turquie, les partis politiques ne parvenant pas à dépasser les 10 % des suffrages au niveau national lors des élections législatives ne peuvent accéder à la représentation parlementaire.

⁵ Ainsi, la France s'oppose par exemple à l'ouverture de cinq chapitres dont celui relatif à l'Union économique et monétaire.